



L'urgence sociale d'abord !



Robert Alfonsi,
Viviane Driquez,
Lorenzo Matéos
et Sophie Lebedel,
conseillers municipaux
Groupe de la gauche
toulonnaise



Chaque mois depuis maintenant un an, le chômage ne cesse de progresser. Depuis le début de l'année ce sont 3 000 chômeurs supplémentaires par jour dans notre pays qui s'inscrivent au pôle emploi. À ce rythme, au 1^{er} semestre, ce sont 500 000 personnes qui auront perdu leur travail et 1 million sur l'ensemble de l'année 2009.

Dans notre département l'emploi a chuté de 35 % pour le seul mois de janvier ce qui a généré une hausse de près de 4 % du nombre de chômeurs et pour la seule région PACA c'est plus de 11 000 personnes supplémentaires qui se sont retrouvées sans emploi !

La situation est tellement grave que des économistes n'hésitent plus à dire que nous sommes face à une catastrophe dont on est incapable aujourd'hui de mesurer l'amplitude ou le terme.

Gouverner dans un tel contexte n'est pas chose facile, et nous nous garderons de la démagogie qui est une insulte à l'intelligence.

Mais face à ce qui s'annonce comme une gigantesque crise sociale, les élus locaux ont le devoir de prendre des mesures fortes et immédiates pour soutenir l'investissement, celui de nos PME-PMI prioritairement, mais aussi pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages.

Dans le cadre des compétences municipales, nous avons soumis à Hubert Falco et à sa majorité quelques propositions pour atténuer l'impact de la crise sur les plus modestes de nos concitoyens. Elles sont opérationnelles, pratiques et mises en place dans certaines villes de notre pays :

- conditionner tout permis de construire à un quota de 20 % de logements sociaux dans le programme
- pour les personnes à faible revenus dont les dépenses de loyer excèdent 30 % : expérimenter une aide qui prendrait la forme d'un versement variable et limité dans le temps (12 mois)
- instauration d'un microcrédit social dont le crédit municipal aurait la gestion et qui permettrait aux plus démunis d'emprunter de 300 à 3 000 euros sur 36 mois et de leur éviter ainsi le recours au crédit revolving dont les effets pervers sont régulièrement dénoncés
- gratuité de la cantine scolaire ou tarif minimum très bas
- accélérer le développement des structures en faveur de la petite enfance
- maintenir et augmenter les aides aux associations de proximité qui sont un maillon indispensable de la solidarité.

Le Maire de Toulon n'a pas jugé utile de retenir la moindre de nos propositions ! Préférant engager près de 700 000 euros du plan de relance pour la rénovation de la place du Mûrier et du cours la Fayette.

Nous le regrettons tant nous sommes persuadés que l'heure est à l'urgence sociale d'abord !

**Groupe de la
Gauche Toulonnaise**

**Robert Alfonsi,
Viviane Driquez,
Lorenzo Mateos,
et Sophie Lebedel**

Contact
Hôtel de ville 04 94 36 89 11